

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Russie & Europe orientale > Histoire. Bloc soviétique, URSS, Empire russe > **Yougoslavie : Une utopie dans les Balkans**

Yougoslavie : Une utopie dans les Balkans

vendredi 22 février 2019, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 21 février 2019).

Ce texte est la version française de la recension du livre de Darko Suvin *Splendour, Misery and Possibilities : An X-Ray of Socialist Yugoslavia (Spendeur, Misère et Possibilités - une radiographie de la Yougoslavie socialiste)* écrite pour la *New Left Review*, parue dans son numéro 114 de novembre-décembre 2018, sous le titre 'A Utopian in the Balkans'.

Darko Suvin, *Splendour, Misery and Possibilities : An X-Ray of Socialist Yugoslavia*, foreword by Fredric James, Haymarket Books : Chicago 2018, 428 pp.

Comment se fait-il, demande Darko Suvin, avec une franchise brechtienne, que la Yougoslavie socialiste a si bien commencé et pourtant si mal fini ? En répondant à cette question, il a produit un travail extraordinaire sur la philosophie de l'émancipation, les possibilités réelles de l'autogestion des travailleurs et l'horizon - au sens où Ernst Bloch l'a pensé - du communisme démocratique.

Parsemé d'aperçus d'Aristote, Dante, Montesquieu, Hegel, Lénine, Gramsci et bien d'autres, *Splendour, Misery and Possibilities* de Suvin est également, comme le souligne Fredric Jameson dans le lumineux avant-propos qu'il écrit pour ce livre, une intervention critique-utopique au cœur des discussions actuelles, notamment sur les relations entre démocratie économique et démocratie politique. Suvin lui-même est exceptionnellement qualifié pour entreprendre une telle tâche. Témoin direct des premières décennies de la révolution yougoslave, profondément attaché à ses objectifs émancipateurs, il est aussi un théoricien de la science-fiction et de l'utopie, un penseur hétérodoxe au sein de ce que Bloch appelle le courant chaud du marxisme tourné vers la libération future, complétant le courant froid de son analyse.

Né à Zagreb dans une famille juive croate, Suvin avait dix ans lorsque les tanks de Hitler ont débarqué dans la ville. Il rappelle ici « les années de guerre de menaces fascistes immédiates sur ma survie physique et psychique, en tant que petit garçon conscient », puis « les merveilleuses années après 1945 » en tant que jeune militant titiste. Les membres de sa famille - les Šlesingers : ils ont changé leur nom pour Suvin à la suite des nuages assombrissant le ciel en 1939 - faisaient partie des centaines de milliers de personnes massacrées par les Oustachis croates, dont la sauvagerie contre les Croates juifs et serbes a choqué même la Gestapo. En 1945, il rejoignit l'Organisation de la jeunesse communiste (SKOJ), qui avait joué un rôle majeur dans la résistance. Comme il l'écrit dans l'introduction « Pro Domo Sua » de *Splendour, Misery and Possibilities* :

“ J’espère que l’horreur, le désir, la colère, la loyauté et l’étonnement auroral du jeune communiste se sont incorporés à cette nouvelle réflexion.”

Suvin est un produit - et acteur - du ferment extraordinaire d'une expérience sans précédent d'autogestion ouvrière et de planification à visées égalitaires, propulsant en avant la Yougoslavie d'après-guerre ouverte aux courants les plus larges de la gauche internationale. Tel était le contexte

d'une fertilisation croisée des genres, concepts et cultures qui caractérisent l'œuvre de Suvin : de la théorie critique aux romans populaires, de la science fiction soviétique au théâtre japonais et à la philosophie politique radicale. Armé également d'un diplôme en génie chimique, il a étudié puis enseigné - le théâtre moderne, la théorie littéraire, la science-fiction - à l'université de Zagreb. Comme il l'a fait remarquer dans une interview sur les études de science-fiction, les événements marquants de sa jeunesse - monarchie yougoslave, occupation fasciste, lutte partisane, reconstruction révolutionnaire - facilitaient la conception de logiques alternatives, d'autres mondes possibles.

“Une bombe nazie a frappé à 50 mètres de moi : dans un monde très légèrement différent je serais mort avant mon adolescence.”

La pratique vint d'abord, puis la découverte de Thomas More, Jules Verne, H.G. Wells - tant d'écrits sur d'autres mondes.

Au milieu des années 1960, Suvin obtint une subvention pour poursuivre ses études aux États-Unis. Il visita nombre de départements de théâtre et y donna des conférences, d'un océan à l'autre (se mettant en grève avec ses étudiants du Massachusetts). Pendant son absence, peut-être par jalousies locales, il a été démis de ses fonctions à Zagreb. Il a ensuite enseigné au département de littérature de l'Université McGill à Montréal.

Théoricien fondateur des études de science-fiction contemporaines, il est célèbre pour avoir caractérisé ce genre à l'aide des notions ou concepts brechtiens de « littérature de distanciations cognitives ». Son procédé déterminant est de représenter de façon fictive un novum, une communauté dans laquelle les institutions, les normes et les relations sont ordonnées selon des principes différents de ceux qui structurent le monde de l'auteur. Le terme est celui de Bloch, tiré du Principe Espérance : on pourrait dire ici que la réalité inclut non seulement ce qui est, mais aussi ce qui pourrait être, car le monde matériel est inachevé et son orientation future n'est pas prédéterminée. Des possibilités réelles alternatives se profilent à l'horizon, ce qui peut être anticipé, représenté, défendu en tant qu'« utopies concrètes » - par opposition aux « utopies abstraites » purement fantastiques au penchant apaisant des vœux pieux. Pour Bloch, le novum est la partie de la réalité qui se dessine à l'horizon du futur, un « pas encore ». Pour Suvin, il s'agira d'un concept clé pour repenser l'histoire de la Yougoslavie dans Splendour, Misery and Possibilities.

S'établissant en Italie après sa retraite de McGill en 1999, Suvin refusa d'abord de remettre les pieds sur les terres de l'ex-Yougoslavie, après l'effondrement de celle-ci dans les sécessions et les guerres civiles meurtrières des années 1990 dans lesquelles “divers sortes de nains rivaux” ont entraîné “vers la guerre de mini-nationalismes soumis à un lavage de cerveaux”. À partir de 2002, cependant, il est contacté par des jeunes d'une nouvelle génération qui, à Zagreb et Belgrade, traduisent les essais politico-épistémologiques qu'il a commencé à écrire à la fin des années 1990 sur le “turbo-capitalisme”. Jugeant important de reconstituer un ‘espace yougoslave’, au moins au niveau des idées, ils ont exhorté Suvin à faire de ses souvenirs des Mémoires. Celles-ci ont été publiées en plusieurs épisodes sous le titre Memoari jednog skojevca [Mémoires d'un jeune communiste] à partir de 2009. Suvin présente le livre décrit ici comme un “dommage collatéral” résultant de ce retour réflexif sur la guerre et les décennies de l'après-guerre.

« L'aura de ces jours était à certains égards très contrastée en noir et blanc, mais vivifiante et extrêmement optimiste et brillante. La terrible distance séparant le même lieu vu de cette époque puis deux générations plus tard, avec entre les deux l'ignoble et sanglante disparition de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, a suscité en moi des réflexions conflictuelles et tranchantes : comment une telle dévolution a-t-elle été possible, noircissant l'horizon rose ? Cela se prolongeait d'une réflexion encore plus angoissante :

les horizons révolutionnaires et donc mon activisme juvénile avaient-ils un sens ? Je n'en savais rien et je me suis dit (en copiant le Galilée de Brecht) : Ich muss es wissen - Il faut que je comprenne ! »

Telle est la présentation la plus synthétique - et émouvante - que Suvin fait de ce qu'il appelle le « quoi, pourquoi et comment » de *Splendour, Misery and Possibilities*, écrit sous plusieurs pressions. Sur le plan politique, Suvin s'est senti engagé dans et contre « un enrobage contre-révolutionnaire dominant, plombant et étouffant », qui avait pour effet de déprécier idéologiquement toute l'histoire de la Yougoslavie titiste, non seulement en procédant à des extrapolations rétroactives à partir de sa fin, mais en la liquidant comme « une entreprise mal conçue ou même pernicieuse » dès le début. Au plan méthodologique, Suvin présente, comme le note Jameson, une sorte d'« histoire réflexive », un retour sur les événements qui réexamine les catégories dans lesquelles ils ont été - et devraient être - pensés au cours de leur déroulement. Pour Suvin, il s'agit avant tout d'évaluer les évolutions à la lumière d'un horizon utopique critique. Il cite le dicton de Rousseau : nous devrions savoir ce qui doit exister pour bien juger de ce qui est. La troisième pression est à la fois morale et épistémologique : Suvin voit dans son livre une étape vers la déconstruction de « l'odieuse oblitération de la mémoire » sur les terres yougoslaves, dont témoigne le dynamitage par Tudjman de centaines de monuments commémoratifs des Partisans en Croatie ; une profanation que Suvin compare à celles des talibans qui font exploser les bouddhas monumentaux de Bamiyan, sans toutefois subir la même désapprobation occidentale. Par conséquent, le projet doit englober les « contradictions polaires » de la Yougoslavie - « le début auroral et la fin obscure doivent tous deux être expliqués ».

Splendour, Misery and Possibilities omet délibérément le point de départ de tout récit conventionnel de la Yougoslavie socialiste : les antécédents contrastés des populations qui le composent au cours de leurs longues périodes de domination extérieure, sur un territoire caractérisé non seulement par de grandes variations géographiques - les rives de l'Adriatique, les plaines et plateaux septentrionaux, les redoutables montagnes du sud - mais historiquement divisé par de puissantes frontières impériales et religieuses : à l'est, l'orthodoxie de Byzance puis le califat ottoman qui subordonna le royaume médiéval de Serbie ; à l'ouest et au nord, les empires de Rome, de Charlemagne, des Habsbourg, de Napoléon et de l'Autriche-Hongrie, qui l'un après l'autre engloutirent les territoires de la Slovénie et de la Croatie. Par conséquent, différents aspects des développements socio-économiques et des luttes d'indépendance historiques ont marqué les points de vue des Serbes, des Croates, des Slovènes, des Bosniaques, des Dalmatiens, des Monténégrins, des Macédoniens et d'autres, différenciés de surcroît par divers alphabets et langues. Suvin ne décrit pas non plus la création en 1919 de la « première » Yougoslavie, ce royaume qui était à certains égards une Grande Serbie, ni les traditions insurrectionnelles du socialisme balkanique qui l'ont précédée et ont contribué à façonner le Parti communiste yougoslave[1].

Au lieu de cela, Suvin se concentre sur ce qu'il appelle les trois « singularités », deux émancipatrices et la troisième létale, qui définissent à ses yeux le novum de la RSFY et sa trajectoire. Son récit commence théâtralement in media res avec la nomination de Tito par Staline au poste de secrétaire général du Parti en 1923, bien qu'il note que la Yougoslavie de l'entre-deux-guerres était à ce stade une économie paysanne appauvrie, dotée d'un revenu annuel par habitant (96 dollars) plus proche de l'Égypte (85 dollars) que de l'Allemagne (520 dollars) - « pas même à mi-chemin entre les colonies asiatiques et les pays métropolitains d'Europe ». Dans ces conditions, l'impact immense de la Révolution d'Octobre s'est reflété dans la croissance rapide du jeune parti, membre du Comintern, accompagné de sa branche syndicale et de ses organisations de femmes et de jeunes. Les communistes constituaient le troisième parti en importance lors des élections à l'Assemblée nationale de 1920 et avaient gagné un pluralisme dans les grandes villes (Belgrade, Zagreb, Skopje)

avant d'être jetés dans la clandestinité par la dictature royale. Suvin souligne l'importance de l'autorité personnelle, de l'expérience et de la pensée indépendante de Tito, mais il s'agit aussi de produits de la riche tradition balkanique partagée à divers degrés par une bonne part des vétérans du parti. Né dans une famille paysanne mixte croate et slovène en 1892, Josip Broz travailla comme compagnon serrurier en Allemagne. Il rejoignit le SPD. Pendant la Première guerre mondiale, il fut fait prisonnier par l'armée tsariste en tant qu'engagé dans l'armée austro-hongroise, s'évada pour participer à la Révolution d'Octobre à Omsk, puis revint en Yougoslavie pour construire le syndicat des métallurgistes. Il parcourut l'Europe en tant qu'agent du Comintern pour le Secrétariat des Balkans et aida à recruter et former une brigade yougoslave pour combattre dans la guerre civile espagnole. Les combattants 'Espagnols' du PCY, endurcis au combat, jouèrent un rôle crucial dans la résistance des partisans.

Malgré leur loyauté envers le Comintern, Tito et ses camarades conservaient une capacité de prise de décision autonome qui fut essentielle. La ligne sectaire de la Troisième Période marquant l'orientation du Comintern stalinisé avait été désastreuse pour le PCY au début des années 1930. Tito profita du tournant vers la ligne de « front populaire » pour organiser des actions de masse, insistant sur le fait que la direction du parti devait être basée à l'intérieur du pays et viser toujours – comme le soulignait son compagnon Edvard Kardelj, économiste slovène et un des dirigeants des partisans – l'indépendance financière envers le Kremlin. Cela fut crucial lorsque les puissances de l'Axe envahirent et démembrèrent la Yougoslavie en 1941, alors que le gouvernement royal s'enfuyait à Londres. Contrairement aux ordres de Moscou – les Alliés allaient soutenir le roi jusqu'en 1944 – les partisans proclamaient non seulement « mort au fascisme ! », mais aussi « liberté pour le peuple ! » Dans les zones libérées, les forces de la résistance mettaient en place des comités populaires élus qui géraient eux-mêmes les villages et les villes – un assaut moral et matériel contre l'ancien système de classe, comme le dit Suvin. Le caractère de la lutte de libération découlait de cette pratique improvisée, dans des régions souvent coupées de la direction toujours mobile du Parti. Pour Suvin (insistant sur le « z » balkanique), la "tradition des partisans du 'fais-le-toi-même-sur-le-terrain'" s'appliquait non seulement aux unités combattantes, mais également aux « formes de démocratie directe de masse » de la lutte, imprégnées de "l'esprit internationaliste et militant du mouvement ouvrier" fourni par le PCY.

Selon Suvin, il s'agissait-là de la première « singularité » yougoslave : la révolution de 1941-1946 fut déployée comme une guerre anti-impérialiste pour la libération nationale et la justice sociale et non pas limitée à un front antifasciste – et c'est pourquoi elle ne respecta pas les Accords de Yalta sur les « sphères d'influence », clé de voûte de la diplomatie stalinienne. La fusion originale de la libération nationale et de la révolution sociale dans le « faire soi-même » réalisée par l'activité des peuples qui se libéraient par leurs propres efforts, constitua donc la matrice qui sous-tendait et travaillait tout le reste. Comme il le fait remarquer, la confiance en soi née de la résistance et de sa lutte combinée pour la « démocratie plébéienne », la souveraineté et la libération sociale, était très différente de l'expérience des pays de l'Europe de l'Est qui dépendaient directement de l'Armée rouge pour se libérer d'Hitler. Plus proche des révolutions chinoise et vietnamienne, elle a doté le nouvel État et le gouvernement de Tito d'une légitimité extraordinaire et d'un élan populaire que les terribles dévastations causées par la guerre ne pouvaient que renforcer : plus de 10% de la population tuée, dont un grand nombre par les fascistes locaux Oustachis ; chemins de fer et autres infrastructures détruits par les forces de l'Axe dans leur retraite. Aux élections de novembre 1945, le Front populaire dirigé par le PCY obtint une énorme majorité. Selon Suvin, le règlement constitutionnel national visant à créer une nouvelle « union » yougoslave de peuples libres et égaux, était la suite logique de l'autonomie internationale recherchée par les dirigeants titistes, remplaçant le royaume dominé par la Serbie par une fédération de républiques et provinces autonomes socialistes. Le grand projet historique d'une confédération socialiste des Balkans, directement négociée entre les États de la région, fut sabordé par Staline, ce qui eut de lourdes conséquences pour les Albanais du Kosovo.

Mais le conflit avec Moscou ouvrit une nouvelle phase du projet socialiste yougoslave.

La deuxième singularité fut l'introduction du système d'autogestion ouvrière après la rupture de Tito avec Staline en 1948. Le premier plan quinquennal de la période d'après-guerre avait prévu la collectivisation, la planification centralisée et des quotas de production selon les principes de l'Union soviétique, afin d'accomplir les tâches gigantesques de reconstruction et d'industrialisation. L'ensemble fut mis en crise lorsque les Yougoslaves refusèrent de se soumettre à la tentative de Moscou de contrôler les relations du PCY avec d'autres partis communistes, puis de remplacer Tito par un « larbin russe ». Le Kremlin imposa d'abord un blocus économique douloureux et expulsa la Yougoslavie du Kominform. Dans cette situation d'urgence, les penseurs économiques yougoslaves - E.Kardelj, Milovan Djilas et surtout, affirme Suvin, Boris Kidrič, jeune chef de la résistance slovène et ministre de l'Industrie de Tito - sont revenus aux thèses de Marx sur la « libre association de producteurs » et aux "Tâches immédiates du gouvernement soviétique" de Lénine :

“ L'État socialiste ne peut naître que comme un réseau de 'communes' de producteurs et de consommateurs - chaque usine, chaque village est une commune de producteurs et de consommateurs, qui a le droit et le devoir d'appliquer les lois soviétiques générales à sa manière”.

La propriété sociale était déjà en place en Yougoslavie. Dans ce contexte, Kidrič a proposé, avec l'aide de Kardelj et Djilas et l'accord de Tito, la création de conseils de travailleurs au niveau de l'usine, étayés par la loi et par la reconnaissance de la gestion autonome des travailleurs en tant que droit constitutionnel.

Splendour, Misery and Possibilities consacre un chapitre entier à l'œuvre de Kidrič, surnommée par Djilas « l'esprit le plus audacieux de notre révolution ». L'approche de Kidrič en matière d'autogestion des travailleurs a mis au premier plan l'entreprise détenue par la société, considérée comme un sujet, générant des revenus, et non comme un objet de l'administration publique. Conçue comme une unité indépendante, l'entreprise devait néanmoins rendre ses comptes entièrement publics et établir ses plans sur la base de paramètres élaborés au niveau national. Elle était dirigée par un conseil ouvrier élu, dont les membres étaient révocables et dotés de mandats limités, ainsi que par un directeur nommé par le comité populaire local qui, jusque dans les années 1960, était généralement un ancien partisan. Kidrič, nous dit Suvin, a souligné la question centrale d'une transformation émancipatrice de l'économie : « qui s'appropriera le surplus social ? » Après 1948, il a rejeté la planification centrale stalinienne pour son inefficacité et son incapacité à transformer les conditions de travail - un point de vue plus proche de celui de Lénine dans l'État et la Révolution que dans son éloge de « l'organisation scientifique du travail » au sein des grands monopoles. En même temps, la notion d'autogestion soulevait des questions théoriques et pratiques sur le « passage au communisme » : quel rôle attribuer au marché en tant qu'« instrument de planification » et de choix décentralisés pour les consommateurs ? Comment combiner planification et droits des travailleurs ? Que signifiait la « propriété sociale », non seulement en tant que catégorie juridique, mais sous l'angle de réels rapports sociaux de prise de décision et de contrôle ? Enfin, qu'en allait-il de la « politique » ? À l'instar de la Commune de Paris, Kidrič a proposé une hiérarchie élue des conseils de travailleurs, du niveau local au niveau national. En écho aux organisations de travailleurs radicaux de l'époque de Marx, le parti a été rebaptisé Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY).

Suvin interprète le conseil ouvrier comme stratégie en « continuation directe de l'imagination créatrice de la guerre des partisans ». Ce n'était en rien un simple chiffon de papier politique. L'autogestion des usines s'est étendue bien au-delà du besoin initial de défendre l'autonomie de la

prise de décision nationale contre les diktats de Moscou pour devenir un élément central du système yougoslave. Les conseils de travailleurs élus se réunissaient tous les mois, établissaient des règles de base pour l'entreprise, convenaient d'objectifs annuels, fixaient les niveaux de salaires – désormais désignés comme « revenus personnels », dont une partie pourrait augmenter en fonction des gains de productivité – et approuvaient tous les achats ou ventes importants d'immobilisations. Des sous-comités étaient établis pour rapporter sur des aspects spécifiques de la vie de l'usine. Pour éviter la sédimentation d'une couche bureaucratique, la durée limitée des mandats et la rotation des tâches furent instaurées. Selon Suvin, en 1964, près du quart de la population avait participé à la gestion et les conseils d'entreprise furent alors étendus aux services sociaux. Un grand nombre de grandes entreprises ont publié leurs propres journaux, contenant des propositions, des sondages, des données. L'une des exigences immédiates du nouveau système était de renforcer l'éducation des travailleurs afin de leur permettre de faire face aux complexités de la gestion des usines. Des entreprises et des syndicats ont aidé à financer plus de 200 universités ouvrières, qui, en 1968, avaient dispensé près de 10 000 cours, alors que les conférences comptaient 2 millions d'auditeurs – dans un pays où deux tiers des jeunes n'avaient eu que quatre ans de scolarisation jusqu'en 1945.

Selon Suvin, le système d'autogestion a tiré sa légitimité des « gains révolutionnaires de mobilité ascendante plébéienne qui ont transformé la vie de millions de personnes » tout en créant des relations plus égalitaires : au début des années 1960, la Yougoslavie avait un meilleur coefficient de Gini que les pays capitalistes riches. Dans le même temps, Moscou ayant refusé son aide, les fonds d'investissement provenaient de prêts occidentaux. Comme le note Suvin, la situation géopolitique – l'intérêt que les États-Unis accordait au rôle stratégique de la Yougoslavie en tant qu'État « antisoviétique » sur le flanc occidental du Comecon – signifiait que le crédit n'était pas accompagné des conditions strictes habituelles, ce qui laissa à l'expérience sociale yougoslave « un quart de siècle (1949-1973) de marges pour respirer avant que le marché mondial et les puissances occidentales commencent à comprimer la trachée. » La décision explicite de Suvin de se concentrer sur la politique intérieure signifie qu'il ne mentionne pas la concession initiale de soutien aux États-Unis pendant la guerre de Corée – ou aux chars soviétiques en Hongrie, plus tard, quand les relations avec Moscou furent renouées ; ni même le tournant, à la fin des années 1950, vers la création du Mouvement des non-alignés et la solidarité avec les révolutions anticoloniales.

Au début des années 1960, après une décennie de croissance effrénée et de déséquilibre croissant entre les différents secteurs, l'économie yougoslave se confrontait à de graves problèmes de surcapacités. Comme le note Suvin, la RSFY possédait désormais cinq raffineries de pétrole, six aciéries et cinq usines d'assemblage de voitures, qui dépendaient d'importantes subventions pour compenser une demande insuffisante, avec une surcapacité particulièrement marquée dans les secteurs du textile, du métal, du tabac et de la transformation alimentaire. Ce qui était alors nécessaire, défend-t-il – et ceci, répété en termes passionnés, est la thèse centrale du livre –, c'était « un approfondissement de la démocratie plébéienne : le plan centralisé « sous contrôle réactif permanent des producteurs directs » tel que proposé par Kidrič. Le point de vue blochien de Suvin lui permet de « voir » trois possibilités futures concrètes dans le contexte national et international de la révolution yougoslave : une démocratie socialiste radicale, une économie dirigée de style stalinien ou une restauration capitaliste.

Kidrič, tragiquement décédé en 1953 à l'âge de 41 ans, s'est révélé remarquablement visionnaire quant aux tensions entre la nécessité de la « centralisation » et la logique de l'indépendance de l'entreprise, fondée sur les relations du marché. « Il est nécessaire d'introduire le plus rapidement possible des conseils d'ouvriers dans chaque branche économique de la Yougoslavie », a-t-il insisté en 1951 :

« Sans introduire à la fois une association centralisée et démocratique des collectifs de travail, c'est-à-dire de producteurs directs, la décentralisation de la gestion opérationnelle s'éloignant de l'État ne produira pas un progrès mais un recul inexorable vers le capitalisme d'État - en fait, plusieurs capitalismes d'État (dans les républiques) qui seront particularistes par rapport au tout (la Yougoslavie) et bureaucratiques-centralisateurs vers le bas, dans la relation aux collectifs de travail. »

Mais cela aurait exigé que la LCY se démocratise elle-même, or à ce stade, affirme Suvin, le Parti était déjà devenu une « politocratie » ayant ses propres intérêts à défendre. Comme le montre son analyse des effectifs, en 1948, les travailleurs représentaient 39% des plus hauts dirigeants. Au milieu des années 1970, leur proportion au sein du Comité central était tombée à 19%, les Vétérans partisans relevaient d'une autre part de 11%, les « cadres » constituaient l'essentiel du reste. Dans les débats urgents sur la politique économique qui ont suivi la récession de 1961, la « politocratie » a résisté à de nouvelles expérimentations en matière de démocratie directe. Comme l'explique Suvin, cela aurait nécessité de changer son propre rôle, « via une intense requalification et compression d'effectifs », passant de commandant à éducateur visant à convaincre -

« non pas nécessairement avec beaucoup moins de pouvoir, mais avec un pouvoir qui interagit avec une politique encourageant la démocratie à la fois politique et économique, de la base au sommet ».

Cependant le noyau professionnel du Parti avait oublié la quête de nouvelles connaissances marquant toute la vie de Marx et Lénine et, à partir des années 1960,

« ils devinrent la proie du pire péché intellectuel possible : ils ne voulaient pas savoir ».

Au lieu de démocratiser de bas en haut, le gouvernement yougoslave a choisi de favoriser le consumérisme, avec l'aide d'un prêt du FMI.

Suvin périodise l'histoire de la RSFY en « vingt années glorieuses », de 1945 à 1965, suivies de vingt autres « minables », les réformes du marché de 1965 marquant un tournant. Elles ont produit la troisième singularité, autodestructrice : au lieu de viser un horizon de « justice socialiste, d'émancipation communiste et de bien-être économique », le pays s'en est désormais éloigné. Cette « inversion » a séparé les « vingt glorieuses » des « vingt minables ». En particulier, la Loi Bancaire de 1965 a concentré le capital d'investissement dans les banques réformées des républiques constituantes ; en 1971, écrit Suvin, les autorités fédérales avaient perdu tout contrôle sur la politique de crédit. Les banques des républiques les plus riches du nord (Croatie, Slovénie et Serbie) sont devenues le secteur le plus rentable de l'économie yougoslave, tandis que leurs principaux dirigeants ont émergé en tant que nouveaux hommes de pouvoir, étroitement liés aux dirigeants des partis républicains à Zagreb, Ljubljana et Belgrade.

Dans le même temps, les réformes de 1965 ont réduit les subventions et dévalué la monnaie, ce qui a entraîné une forte hausse des prix. Suite à l'analyse novatrice de Susan Woodward dans *Socialist Unemployment* (1995), Suvin montre comment les entreprises autogérées, soumises à la compression des investissements, ont essayé d'éviter le licenciement de travailleurs existants, mais ont cessé d'embaucher de nouveaux employés, ce qui a entraîné une augmentation du chômage des jeunes. Au bout de cinq ans, il y avait en Allemagne un million de Gastarbeiter yougoslaves, principalement originaires des régions du nord. Les envois de fonds et l'augmentation de la dette, ainsi que le tourisme sur la côte dalmate, sont devenus des éléments essentiels d'une économie de plus en plus régionalisée. Les espoirs initiaux que, grâce aux réformes de 1965, les entreprises autogérées conserveraient une part plus importante des recettes, ont été rapidement dissipés dans

le contexte d'un « système financier en plein essor » et de la dispersion du pouvoir central en « sept ou huit apparats semi-étatiques ». Dans les coulisses, écrit Suvin, le FMI et la Banque mondiale ont toujours poussé à la décentralisation comme un « cheval de Troie » favorisant la marchandisation. Cependant il explique la « troisième singularité » de façon essentiellement endogène :

Dans les années 1960, les « réformateurs » du parti ont conclu un compromis avec les partisans de la voie médiane contre le retour du stalinisme sur une plate-forme de gouvernement politocratique et sont devenus des « décentralisateurs », ce qui signifie davantage de pouvoirs pour les dirigeants républicains et locaux, plus quelques broutilles verbales et matérielles pour les travailleurs et beaucoup de consumérisme pour les classes moyennes, sur un marché qui n'était que partiellement contrôlé. Le monolithe au pouvoir s'est fragmenté en une polyarchie de centres de pouvoir « républicains ».

Des tensions croissantes ont éclaté lors de diverses manifestations à la fin des années 1960 et 1970, auxquelles Tito et Kardelj ont réagi en combinant concessions et répression (Suvin ne les analyse pas précisément). Après la mort de Tito en 1980, le système entra dans sa dernière décennie, caractérisée par une crise politique interne et des pressions économiques externes. Au milieu des années 1970, écrit Suvin, les épitaphes sur les espoirs antérieurs sur la Yougoslavie pouvaient encore se contenter de pleurer une médiocrité : pour Bogdan Denitch, le contraste entre les « possibilités banales » d'un petit pays relativement sous-développé et les « aspirations héroïques à résoudre les problèmes complexes d'une société multinationale, de la démocratie industrielle, de l'égalitarisme et de la mobilité sociale d'une manière qui n'avait encore été tentée nulle part dans le monde. » Pour Dennison Rusinow,

« la Yougoslavie allait devenir un État négligé, modérément oppressif, semi-efficace, semi-autoritaire... comme tant d'autres États. »

C'est une bien plus grande tristesse qu'exprima chaque épitaphe rédigée après les années 1990, avec leurs « guerres fratricides, dépossessions matérielles et morales » et « la misère de la rupture contre-révolutionnaire ». Dans un magnifique passage, Suvin décrit la figure de la Yougoslavie comme l'Héroïne de la libération du peuple, aux prises avec une Hydre à plusieurs têtes, l'héritage balkanique : l'autoritarisme patriarcal, l'usure des koulaks, l'évasion kitsch des petits-bourgeois ; la négligence héritée de la décadence ottomane, la convoitise subalterne croate, le narcissisme slovène.

« Aussi longtemps que l'Héroïne, l'ancienne Yougoslavie des Lumières, était vigoureuse et lucide, les têtes tombaient et les monstres vaincus étaient renvoyés dans leurs tanières. » Mais quand elle se mit à dériver et à perdre courage, ils resurgirent - « avec l'aide décisive de l'obstination de l'oligarchie au pouvoir ».

Mais Suvin veut insister sur les possibilités latentes de la Yougoslavie socialiste, ainsi que sur les splendeurs et les misères évoquées par son titre balzacien. Son récit historique de l'ascension et de la chute de la RSFY est complété par un ensemble d'outils conceptuels retravaillés permettant d'évaluer sa signification pour tout projet plus vaste de libération humaine. Dans un chapitre frappant qui déroule ses thèses à partir d'un procédé consistant à « déconstruire et réassembler » les oppositions exprimées dans l'essai de Marx « Sur la question juive », Suvin propose la notion de « communisme I » pour décrire le projet marxien original d'émancipation sociale et celle de « communisme 2 » pour désigner le communisme d'État officiel du XX^e siècle, sous ses diverses formes. Dans l'expérience yougoslave, les deux étaient distincts, certes, mais non pas totalement dissociés, car le Parti, pendant la guerre et au cours de ses premières décennies de gouvernement,

« était non seulement un facteur d'aliénation, mais aussi à la fois l'initiateur et le levier d'un

véritable libération - jusqu'à une certaine limite importante ».

Suvin souligne : « la libération est importante et la limite est importante. » Au moins pour cette période, « le gouvernement du parti / de l'État était un Janus à deux têtes. » Cette « dialectique potentielle » a été étouffée par « une tradition « bureaucratique » (au sens de Marx) de monolithisme et de non-transparence, ici d'origine stalinienne. Dans la mesure où le parti offrait une colonne vertébrale émancipatrice, il pouvait être un instrument rétro-agissant aux intérêts de classe plébéiens exprimés par en bas. Mais comme il n'y avait pas de démocratie en son sein, « de telles pressions étaient superficielles, conduisant dans la pratique à une exécution zélée ou réticente des décisions venant des dirigeants. »

Néanmoins, selon Suvin, « les partis qui dégénèrent en réussissant » ne sont pas soumis à une « loi d'airain », même si une telle tendance semble chaque fois se réaliser après les révolutions de la société de classes. Cela dépend « des forces mobilisées contre ces tendances dans des situations concrètes ». Par conséquent, le « communisme 1 » - en tant que « pleine démocratie rétroactive » liée à la satisfaction des besoins humains - n'était pas un horizon abstrait inaccessible, mais une utopie concrète que cherchaient à atteindre les avancées « impures mais réelles » vers le gouvernement autonome sous le Communisme 2. On peut alors concevoir la relation comme celle d'un « communisme plébéien, directement démocratique, libérant et responsabilisant le peuple » versus un « communisme officiel d'État et de partis », Janus à deux-têtes, qui était « en partie vraiment émancipateur mais seulement dans une certaine mesure et assailli par des tentations répressives ».

Le concept de Suvin selon lequel la démocratie plébéienne en devenir est une forme de résistance aux relations de domination capitalistes ou bureaucratiques est ici crucial. Pourquoi 'plébéienne' ? Le terme, explique-t-il, vient de « Brecht, avec une pincée de Bakhtine et de Babeuf », et désigne « toutes les classes sociales qui vivent par leur travail physique et / ou mental. » Il dit avoir une petite préférence pour lui plutôt que pour celui de « prolétaires » de Marx, non seulement parce qu'il a été « moins maltraité dans une propagande enthousiaste et moins lié aux travailleurs industriels du XIX^e siècle », mais peut-être aussi parce que ses origines romaines mettent l'accent sur « l'élément d'opposition civique au pouvoir d'État pernicieux d'une classe dirigeante » en même temps que ses connotations brechtiennes soulèvent la question « tout aussi importante » d'une position dans le processus de production capitaliste. La même préoccupation pourrait être étendue à d'autres formulations, qui ont toutes leurs forces et leurs faiblesses : les classes dominées ou subalternes, les travailleurs salariés, etc. Suvin soulève ici des questions fondamentales sur la manière de repenser les débats émancipateurs et marxistes, notamment ce qu'il appelle (à la suite de Gramsci) un bloc d'alliances, comprenant à la fois des paysans et des travailleurs précaires et des intellectuels non-salariés. Ses remarques sur l'opposition civique peuvent également être reliées à son approche de la politique : contre les vues « classiques », il insiste sur le fait que « le communisme ne peut pas abolir la politique », en tant qu'expression d'intérêts et de choix conflictuels - non réductibles aux intérêts de classe, comme en témoignent les enjeux de genre, de culture, nationaux et environnementaux.

En ce qui concerne les rapports entre les concepts de communisme et de socialisme eux-mêmes, Suvin s'inquiète de la question tout au long du livre. Il explique qu'il a de fortes réserves sur le second terme, à la fois en raison de la confusion entre l'idéal et sa pratique, et - « plus névralgique » - quant à son utilisation pour décrire une époque historique, en particulier lorsque le socialisme est considéré comme « un système clos, une formation sociale unique, mise sur le même plan que le féodalisme et le capitalisme ». Mais plutôt que d'utiliser des guillemets embarrassés en caractérisant comme « socialiste » l'expérience yougoslave, il propose sa propre définition, dont le

terme crucial est « désaliénation », au sens de ré-humanisation et de gouvernement autonome. Ainsi, le socialisme est « une période de transition (qui peut durer plusieurs générations) » entre un capitalisme exploiteur et un communisme pleinement démocratique :

« le terme 'socialisme' n'est utile que s'il est compris comme un champ de forces polarisé entre un ensemble d'aliénations de la société de classe et la désaliénation communiste ». Le socialisme « ne peut donc jamais être 'construit' définitivement comme une maison, et encore moins 'dans un seul pays' : s'il était finalisé, il ne s'agirait plus du socialisme, mais du communisme démocratique. »

Cependant, entre le socialisme et le communisme - ou entre le « Communisme 2 » et le « Communisme 1 », se pose le problème de la bureaucratie - un autre concept clé auquel Suvin consacre deux études finales. La première explore les discussions sur la bureaucratie et l'État dans le marxisme classique ; la seconde traite des débats beaucoup moins connus sur ces sujets dans la Yougoslavie post-révolutionnaire, parmi les dirigeants (Kidrič, Djilas, Kardelj, Tito et Vladimir Bakarić) et au sein de ce que Suvin appelle « l'opposition loyale » socialiste, dans laquelle il intègre l'économiste critique Branko Horvat et des membres clés du groupe Praxis : Mihailo Marković, Dragoljub Mićunović, Gajo Petrović et d'autres. À l'instar de Petrović, Suvin décompose nettement la bureaucratie en général - l'élément « bureau » : les cols blancs maniant des stylos, distinct de l'élément « cratie », ceux qui dirigent. Son point de vue final conserve un caractère paradoxal : le terme de bureaucratie fut tout d'abord utile pour faciliter un débat critique sur l'URSS de Staline, mais son usage a dégénéré en « prévarications stériles sur des 'strates' impliquant l'absence d'un antagonisme social plus profond ». Néanmoins, aussi problématique que soit le terme, cette « flèche crochue » était cruciale pour tenter d'appréhender mentalement la réalité.

Le livre est hanté par les problèmes conceptuels visant à déterminer si une « nouvelle classe dirigeante » était issue de la direction titiste. Comme Suvin l'explique dans l'introduction, il n'avait pas conclu sur ce sujet jusqu'à la fin de son enquête sur la stratification sociale yougoslave. En effet, des formulations légèrement différentes sont proposées dans différents chapitres du livre qui ont été écrits et partiellement publiés sous forme d'essais distincts - « au sens du Versuche de Brecht, les essais ébauchés dans l'exploration cognitive » - bien que destinées dès le départ à être cumulatifs. Les raisons de ce que Suvin appelle ses « hésitations » sur ce sujet - qui présentent un réel intérêt intellectuel - reposent sur un choix méthodologique fondamental : Splendour, Misery and Possibilities vise explicitement à examiner des questions sociales et politiques imbriquées, non seulement en train de se formuler, mais aussi façonnées par et exprimant des tendances contradictoires, ayant des dimensions nationales et internationales, ouvertes à des choix et à des transformations aux résultats radicalement différents.

Dans ce que l'on pourrait appeler les versions « plus douces » de sa thèse sur la nouvelle classe dirigeante, Suvin décrit une « bourgeoisie potentielle de type comprador », composée de banquiers, de responsables des exportations et de représentants de sociétés étrangères, apparue au cours des années 1970 ou 1980. Il cite, sans discussion, Bakarić, « initié bien informé » en 1971, selon qui « ils n'étaient pas encore des capitalistes, mais ils représentaient le capital. » La version « plus dure » affirme que la « politocratie au pouvoir » de 1950-1961 était une « proto-classe », in statu nascendi, mais qu'aux alentours de 1965-66, une « classe dirigeante consciente d'elle-même » était déjà formée. Cette classe a ensuite été plus ou moins immédiatement fragmentée, car ses fractions ont décidé que leurs intérêts seraient mieux servis en fracturant aussi l'État et en se constituant en classes néo-compradores juridiquement indépendantes (dans le cas de la Slovénie et de la Croatie) ou en misant sur une grande Serbie. » Comme l'explique Suvin, son point de départ était, en termes formels, idéaliste : la recherche d'une « hypothèse générale pour expliquer l'évolution voire l'effondrement de la RSFY » l'a conduit à la conclusion qu'une nouvelle classe dirigeante pourrait

« expliquer l'éclatement de la Yougoslavie de la façon la plus économe ».

On peut émettre quelques doutes à ce propos. L'insistance de Suvin sur la « nouvelle classe » apparue au milieu des années 1960 comme cause de l'éclatement de la Yougoslavie implique de minimiser d'autres facteurs. Comme il le reconnaît, son analyse met de côté outre la question nationale, la période des années 1970 aux années 1990 et les processus ultérieurs de la restauration capitaliste - d'une importance cruciale pour la compréhension du résultat final. Malgré son vif intérêt pour le travail de Kidrič, cela ne lui fournit aucune réponse définitive aux discussions marxistes - de l'Union soviétique des années 1920 au « grand débat » entre Che Guevara, Charles Bettelheim et Ernest Mandel à Cuba dans les années 1960 puis en Tchécoslovaquie, avec Ota Sik - sur la « loi de la valeur », les ratios plan-marché, les stimulants de l'efficacité, dans les sociétés en transition vers le socialisme. En Yougoslavie, cette discussion était également marquée par le caractère de la révolution dirigée par les partisans et donc du « contrat social » sur les droits nationaux et l'autogestion.

Sur ce terrain, l'effet combiné de trois facteurs s'est ajouté aux pressions en faveur du « socialisme de marché ». Les républiques plus riches voulaient augmenter leur production librement - pour être « plus efficaces » et donc mieux aider les plus pauvres, comme c'était dit. Deuxièmement, les approches ouvrières et anarcho-syndicalistes ont défendu leurs droits d'autogestion contre le contrôle de l'État et du Parti sur la plus grande partie du surplus, et donc contre la planification centralisée. Troisièmement, certains économistes, marxistes ou pas, ont préféré laisser la loi de la valeur et les pressions du marché « jouer leur rôle », notamment par une plus grande ouverture sur le marché mondial, position soutenue par Suvin et qui a beaucoup influencé à l'époque les discours sur le 'Nouvel Ordre Economique Mondial'. Quels que soient les aspects justes ou faux de ces approches, elles ne peuvent être simplement identifiées à l'expression ou à la défense de nouveaux intérêts de classe (bourgeois).

Suvin a raison d'insister sur l'importance des facteurs internes pour résister aux pressions en faveur de la restauration capitaliste en Yougoslavie ou pour s'y ouvrir - et notamment les choix politiques en faveur de la mobilisation ou de la répression du peuple. La période de 1968 à 1971, depuis les révoltes étudiantes jusqu'à la première vague du mouvement national croate, fut en effet un moment charnière. Néanmoins, Tito et Kardelj jouaient encore des rôles dirigeants à cette époque. Une analyse concrète du nouveau tournant qu'ils ont présenté lors du Congrès de l'autogestion à Sarajevo en 1971 aurait illustré ce que Suvin appelle le caractère à double face de Janus de ce régime - jouant un double rôle dans l'augmentation des droits des travailleurs et des droits nationaux, tout en réprimant tout mouvement autonome. Cela aurait pu fournir une preuve supplémentaire de son point de vue sur l'exigence organique pour le système d'autogestion d'une forme de démocratie socialiste radicale pour la rendre cohérente. Mais ce n'était pas encore le règne d'une nouvelle bourgeoisie, ni même de « représentants » d'intérêts capitalistes ou ceux du FMI.

La Constitution de 1974-1976 a renforcé les droits des travailleurs et la propriété sociale, démantelant le système bancaire et le pouvoir technocratique dans les grandes usines et élargissant les droits nationaux. Mais cela fut fait sous la pression des républiques les plus riches, qui souhaitaient contrôler leur propre commerce extérieur sans être limitées par les instances fédérales - ou par la mobilisation de travailleurs autogestionnaires. Le résultat de cet équilibre des forces a entraîné une inflation et une dette (interne et externe) croissantes. À son tour, cela a permis la pression du FMI, non pas en conjonction avec une 'bourgeoisie yougoslave' à part entière et unifiée, mais avec des bourgeoisies émergentes dans les républiques constituantes. La mort des dirigeants historiques a ouvert la phase finale de 1980-1989. Dans un contexte international en mutation, la dynamique capitaliste au sein du système confédéralisé, coincée entre la pression de la dette extérieure et la résistance sociale aux réformes du marché, a provoqué la résurgence des anciens

nationalismes pré-yougoslaves - et d'autres, nouveaux.

Ces remarques discordantes n'atténuent en rien l'apport global de Splendour, Misery and Possibilities, qui va bien au-delà de la thèse de la « nouvelle classe ». Suvin a accompli une tâche inestimable en dégageant les fils d'or de la démocratie économique et politique pour la pensée radicale contemporaine. En conclusion, il revient sur le remaniement par Bloch de la relation objet-pensée de Hegel, demandant non seulement si la pensée correspond à l'objet, mais aussi, plus mystérieusement, si l'objet parvient à correspondre à ce qu'il pourrait être - une relation des plus précieuses et des plus névralgiques quand elle fait défaut tout en étant la mesure de la réalisation de « ce qui n'est pas encore ». Suvin demande :

« Est-ce que la RSFY avait une tendance potentielle à correspondre à son horizon d'émancipation le plus lointain ? »

Si tel est le cas, la démocratie plébéienne qu'il postule peut contribuer à une vision utopique utile et concrète. « Mais je ne peux ni le prouver ni en être sûr : elle n'est 'pas encore'. » Plutôt que de favoriser l'abstraction, il conclut par un paradoxe retranscrit de l'Œdipe de Sophocle à Colonus : « Ce qui est aimé devient amer et l'amertume devient chère. » Très original, conceptuellement fécond, c'est un livre riche et nécessaire.

Catherine Samary

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Contretemps

<http://www.contretemps.eu/utopie-balkans/>